

## GUERRE DE GANGS À BARAKI

## Cocktails Molotov, épées, couteaux...

*Hier, la cité Mihoub, dans la ville de Baraki, respirait le calme, un calme tout ce qu'il y a de précaire tant la tension demeure intacte après une nuit de dimanche à lundi mouvementée, qui a vu, enfin, les éléments de la Gendarmerie nationale intervenir.*

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Une intervention de la force publique que les habitants de cette cité de 568 logements, du moins ceux rencontrés hier, à la mi-journée, saluent et regrettent en même temps.

Regret car elle s'est fait vraiment désirer, comme le souligneront nos nombreux interlocuteurs des deux «camps», mettant le doigt sur la passivité, voire l'indifférence des pouvoirs publics à l'égard d'une situation qui aurait pu dégénérer.

Ceci quoique le décor qu'offre le bâtiment qui sépare les belligérants renseigne sur la gravité de cette situation qui a trop duré pour avoir commencé trois jours après la fête de l'Aïd el Kébir.

Des parties de façades noircies par la fumée des pneus brûlés, des tôles servant de paravents à des chefs de famille, même décor dans d'autres endroits, théâtre des terribles scènes d'horreur que la cité a connues ces derniers jours. Une véritable guerre de gangs où un arsenal diversifié a été utilisé de part et d'autre, des épées, des couteaux de divers calibres, des cocktails Molotov, des pierres,...

Les gendarmes qui ont assiégé la cité, dans la nuit de dimanche à lundi, ont mis la main sur cette armada d'armes et interpellé une vingtaine de jeunes, issus des deux camps. Des jeunes, apprend-on sur

place, dont la plupart traîne des antécédents judiciaires, quoique, comme tiendra à le regretter un sexagénaire, un certain Abdelghani, a été «injustement» embarqué, lui qui ne faisait, selon notre interlocuteur, que «tenter de dissuader des jeunes qui se retrouvent chaque soir dans l'un des nombreux locaux inoccupés de la cité, mitoyen de son domicile familial».

Des jeunes qui devaient être traduits hier devant la justice, a-t-on appris sur place. Cela dit, la question qui taraude bien des esprits est le pourquoi de cette récurrente vague de violence qui émaille certaines de ces nouvelles cités.

Et les réponses n'ont pas tardé à fuser de certains de nos vis-à-vis qui se rejoignent sur un seul constat sur lequel le Premier ministre avait mis le doigt à maintes reprises lors de ses sorties dans les wilayas.

«Que peut-on bien attendre d'un jeune désœuvré qui habite une assez grande cité comme la nôtre ?» s'interroge un jeune à la barbe quelque peu hirsute pour qui cette oisiveté ne peut que déboucher sur des «vices aussi nombreux que diversifiés», dont la violence verbale et ensuite celle physique à l'encontre du voisinage, poursuit-il, dont le cadre même de la cité incite à cela. Les locaux, sis au rez-de-chaussée des immeubles, au



Les façades des immeubles noircies par la fumée des pneus brûlés.

nombre incalculable, non affectés, servent pour certains d'entre eux, de lieux où des jeunes de la cité joints par des amis d'autres quartiers, s'adonnent à toute sorte de vice : vin, drogue et tutti quanti.

Et souvent dans une «ambiance électrique à vous obliger de vous renfermer chez vous», témoigne encore notre interlocuteur.

D'ailleurs, renchérit un autre, ce sont les habitants eux-mêmes qui ont procédé à la mise sous scellés de ces locaux, source de tous les maux sociaux. Des locaux dont on regrette la non-affectation aux jeunes de la cité dont les habitants sont obligés de se déplacer jusqu'en ville pour la moindre baguette de pain ou un sachet de lait.

Et ce quadragénaire, fonctionnaire dans une banque et sportif à ses heures perdues, met le doigt sur deux paramètres ayant, à ses yeux, provoqué et alimenté ces guerres en cité urbaine.

Il y a d'abord, dit-il, le manque criant, pour ne pas dire absence totale d'infrastructures d'accompagnement de ces cités dont les structures de loisirs pour les jeunes.

Ensuite, la promiscuité au sein même des familles dont certains chefs dégagent toute responsabilité quant aux actes de leurs enfants souvent dehors.

Et à notre banquier d'évoquer, enfin, cette caractéristique des opérations de recasement et de relogement. En effet, les relogés sont compartimentés dans

les nouvelles cités selon leur site d'habitation d'origine. Un phénomène à l'origine de ces conflits à n'en point finir entre ces «communautés» dont certaines se croient plus légitimes que d'autres. Comme c'est le cas dans cette cité de Baraki où «cohabitent» depuis 2010, les habitants de Chaâba, quartier de Sidi M'hamed, en plein cœur d'Alger, ceux de «Kaboul» et de la Carrière de Baraki. «L'idéal aurait été de mélanger tout ce beau monde, seule manière, préconise notre interlocuteur, de venir à bout de ces réflexes d'un autre âge selon lesquels certains ne peuvent postuler à habiter dans une cité quelconque au motif qu'ils ne sont pas de cette ville.»

M. K.

## PARTENARIAT ALGÉRO-FRANÇAIS

## Clin d'œil des entreprises de la région Rhône-Alpes à la partie algérienne

*Des projets de partenariat entre des entreprises algériennes relevant du secteur privé, notamment celles affiliées à la Confédération algérienne du patronat (CAP), et des entreprises françaises de la région Rhône-Alpes ont été au centre d'une rencontre-débat, hier, entre les deux parties.*

L'entrevue a eu lieu au siège de la CAP à l'hôtel El-Aurassi et a porté essentiellement sur l'intention de la partie française de concrétiser des projets de partenariat avec son vis-à-vis algérien, notamment dans les domaines du bâtiment, du textile, de l'électricité et de l'agroalimentaire.

La délégation française, qui est à sa troisième rencontre avec la partie algérienne, selon des responsables de la CAP, considère «qu'aujourd'hui, plus que jamais, il y a plusieurs opportunités de partenariat avec les entreprises algériennes».

De son côté, le président de la Confédération algérienne du patronat, M. Boualem M'Rakach, a estimé que les «dernières mesures prises par le gouvernement, dans le cadre

de la dernière tripartite économique en faveur de l'entreprise nationale, constituent une opportunité pour diversifier nos activités et soutenir notre production. C'est dans ce cadre que nous rencontrons aujourd'hui les entreprises françaises».

Il est à noter qu'une trentaine d'entreprises font partie de la délégation, dont des représentants de grands groupes tels que Renault Trucks, Egis, Lafarge, Technip, Siemens, ainsi que des PME opérant dans différents secteurs, tels que l'intelligence économique, l'engineering, le matériel chirurgical, le matériel périphérique pour l'industrie, la production de fibres pour l'isolation industrielle haute température, l'audit et le controlling international, la signalisation

et la sécurité.

L'industriel Bruno Bonnell, patron de Robopolis, entreprise spécialisée dans la robotique, également président de l'Ecole de management (EM Lyon) est présent également à ce rendez-vous économique pour, notamment, conclure un partenariat avec une école de commerce algérienne.

Organisée par le consulat général d'Algérie à Lyon, cette mission a pour objectif de prospecter le marché algérien, de conclure des partenariats avec des entreprises algériennes activant dans les mêmes secteurs d'activité que les entreprises françaises.

La région Rhône-Alpes se place dans le peloton de tête des grandes régions économiques européennes. Elle apparaît au 6<sup>e</sup> rang européen en terme de PIB (190 milliards d'euros). La région se distingue, de plus, par son puissant potentiel économique, tourné vers l'international avec une balance commerciale excédentaire de 6



Boualem M'Rakach prône la diversification des activités.

milliards d'euros. Au vu de ses multiples centres de décision, elle attire de nombreuses entreprises : 350 000 sociétés sont basées en Rhône-Alpes dont 4 650 à capitaux étrangers.

Pour la 8<sup>e</sup> année consécutive, Rhône-Alpes conforte sa position de numéro 2 dans le classement des régions de France les plus attractives pour les investissements étrangers.

A. B.